

Observatoire des ROIP

Les Réseaux Ouverts d'Initiative Publique atteignent un nouveau stade de maturité, avec 80 % des réseaux recensés en exploitation et un nombre croissant d'abonnés, tant sur le marché « grand public » que sur le marché « professionnel » :

- ▶ plus de **200** opérateurs clients ;
- ▶ plus de **7 000** usagers finaux professionnels (entreprises et services publics) sont raccordés à la fibre optique et bénéficient ainsi du THD à débit garanti ;
- ▶ plus de **700 000** usagers finaux (grand public et clients professionnels) bénéficient du HD grâce à des offres activées Adsl ou à la mise en place de solutions alternatives à l'Adsl (WiMAX, WiFi, satellite...);
- ▶ 50 % des NRA sont dégroupés grâce aux ROIP¹.

Ces chiffres confirment la pertinence de l'action publique d'aménagement numérique du territoire et attestent de la capacité des collectivités et de leurs partenaires privés (opérateurs d'opérateurs...) à assurer l'exploitation pérenne de réseaux haut débit et très haut débit à un niveau de qualité de service conforme aux exigences des opérateurs clients, y compris sur l'aspect commercial.

Ce retour d'expérience constitue une aide précieuse pour la phase suivante de migration vers le THD grand public. Cette nouvelle étape, d'une toute autre ampleur en termes financiers, sera à mener sur une échelle de temps plus longue (10 à 20 ans).

Une implication constante malgré les nombreuses incertitudes

Les incertitudes liées à la finalisation du cadre réglementaire et à l'élaboration des règles relatives aux aides du FSN, ainsi qu'à l'effectivité des déploiements annoncés par les opérateurs privés (zones AMII) sont au cœur de nombreuses interrogations de collectivités sur leurs possibilités d'intervention.

Ce manque de visibilité a retardé la conclusion de procédures initiées depuis plus d'un an (Loiret, Savoie, Calvados)... toujours en attente de décision. Outre l'impact sur le planning de déploiement général du réseau et la nécessaire mise en conformité du projet vis-à-vis d'un cadre d'intervention en cours d'élaboration, ces hésitations entraînent des conséquences sur les réponses des candidats, notamment sur l'aspect financier.

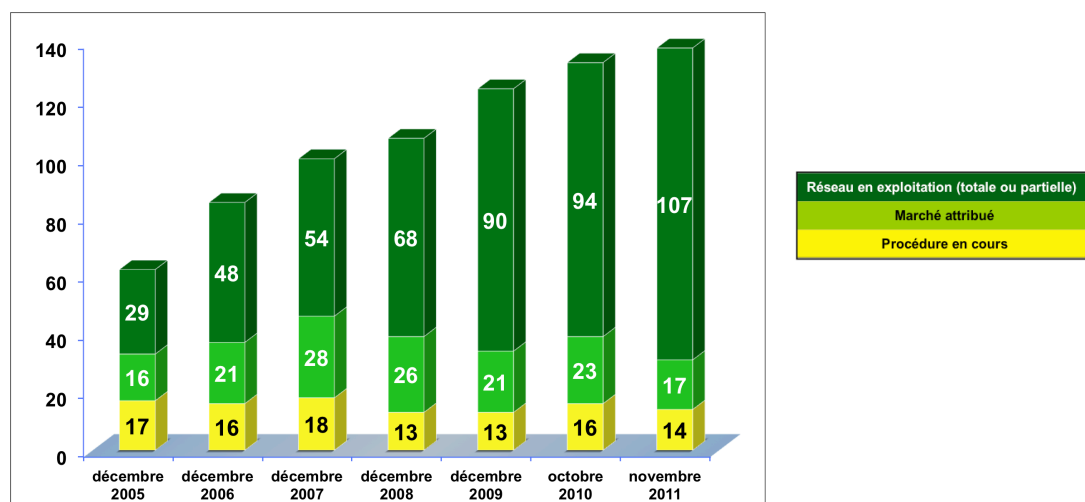
Ce constat est aussi marqué à l'échelle intercommunale, à l'image des procédures en attente d'attribution des agglomérations de Poitiers, Châtelleraut et Auxerre. Cette échelle de collectivités, cible première des annonces d'intentions d'investissement et de leurs imprécisions, et du fort lobbying de certains opérateurs privés, est par ailleurs particulièrement impactée par l'absence d'aides prévues par le programme national.

Pour autant, un certain nombre de marchés ont été attribués durant l'année écoulée. Une majorité d'entre eux relève essentiellement du développement économique, par extension de réseaux existants (agglomérations de Nantes et de Nîmes) ou par établissement de nouveaux réseaux (agglomération de Toulon), tandis que d'autres complètent cette action par une composante FTTH (Vaucluse). Certaines attributions concernent des projets de couverture globale d'un territoire en FTTH (agglomérations de Laval, du Plateau de Saclay, communes de Sainte-Anne et de Morcenx...).

¹ Annonce Arcep lors du GRACO du 19 octobre 2011.

De nouvelles procédures ont cependant été lancées (Auvergne, Lille Métropole, Grand Dax, Grand Toulouse...).

L'action publique représente aujourd'hui 138 collectivités engagées dans cette dynamique, sans compter les études en cours et les opérations locales de montée en débit (WiFi, NRA-ZO, satellite) cofinancées par les départements ou les régions.



Nombre de collectivités lancées dans la réalisation d'un ROIP
(chaque collectivité n'est comptée qu'une seule fois afin d'éviter les doubles comptes alors qu'elle peut intervenir à plusieurs reprises : collecte, desserte, etc.)

Des modes d'intervention diversifiés

Les modèles d'intervention usités sont très variés et mettent en relief des spécificités territoriales et stratégiques différentes suivant le type de réseau à déployer.

Si l'appel à des montages contractuels globaux de type DSP concessive ou PPP reste dominant pour les projets d'orientation classique (collecte, raccordement en fibre optique des zones d'activité et établissements publics), on assiste à l'émergence de nouveaux modes d'intervention pour certains projets de couverture globale en FTTH. Basés sur des montages contractuels séparés distinguant la phase de construction de la phase d'exploitation du réseau, ils permettent de répondre aux contraintes de ce type de projets (montant d'investissement, étalement des travaux), tout en assurant à la collectivité une totale maîtrise du déploiement de son réseau (coût et phasage).

Le réseau est dans ce cas déployé sous la maîtrise d'ouvrage de la collectivité. L'exploitation est ensuite réalisée soit en régie (SleA, agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines...), soit en affermage (SYANE...), ou encore par l'intermédiaire d'une SPL (Sainte-Anne).

À noter que l'intervention sous forme de régie a été validée par la Commission européenne, dans son récent avis sur le régime d'aides de l'État français du Programme national Très haut débit.

Ces nouvelles voies constituent également une réponse aux interrogations relatives à la capacité financière des futurs candidats à des marchés globaux (DSP, PPP) pour des projets dont les coûts unitaires se montent à des dizaines de millions d'euros.

Etat d'avancement des projets recensés	DSP Affermage	DSP concessive	Régies	Marchés publics (travaux, exploitation...)	PPP
Réseau en exploitation (totale ou partielle)	16	48	25	12	6
Marché attribué	0	9	2	5	1
	16	57	27	17	7

Une dimension significative dans le paysage numérique

Les résultats d'une enquête réalisée par l'AVICCA mettent en exergue une augmentation continue du nombre de clients sur les ROIP (le nombre d'abonnés au FTTH n'a pas été publié, tous les opérateurs n'ayant pas répondu sur ce point).

Chiffres sur base du bilan commercial consolidé à la mi-2011	Données agrégées
CA consolidé (2010)	231,6 M€
Nombre de NRA collectés (offre souscrite par au moins un opérateur)	2 410
Nombre d'entreprises connectées en fibre optique	4 787
Nombre de services publics connectés en fibre optique	2 718
Nombre d'usagers finaux grand public en lignes activées dsl	707 208
Nombre d'usagers finaux en WiFi	20 189
Nombre d'usagers finaux en WiMAX	27 685
Nombre de NRA ZO en service (avec au moins un opérateur présent)	1 039
Nombre de clients finaux en satellite	3 006
Nombre de points hauts connectés en fibre optique	599

Opérateurs ayant répondu : Alsatis, Altitude infrastructure, Axione, Covage, France Télécom, SFR Collectivités et régies (Vannes, Synd. mixte Somme Numérique, Synd. mixte Gigalis, Agglo Rouennaise, Nîmes Métropole, SEIPC du Pays Chartrain, SleA).

Cette progression concerne l'ensemble des marchés adressés par les ROIP :

- ▶ le marché « professionnel », avec une augmentation du nombre de clients raccordés en fibre optique, entreprises et sites publics (+15 % sur un an) ;
- ▶ le marché « grand public », avec une importante croissance du nombre d'abonnés Adsl activé, liée notamment à l'arrivée de Bouygues Télécom sur les DSP, et une montée en puissance des solutions hertziennes de type WiFi et WiMAX ;
- ▶ 600 points hauts connectés en fibre optique.

L'augmentation du nombre de clients WiMAX (+45 % du nombre d'abonnés sur un an) conforte le bien-fondé de l'intervention des collectivités auprès de l'Arcep au sujet des fréquences WiMAX : élargissement de la bande passante et sécurisation de leur mise à disposition. Cette requête a fait l'objet d'une rencontre entre l'Arcep et une délégation d'élus de l'AVICCA. Nous attendons le résultat de la procédure engagée par l'Arcep cet été.

Près de 200 opérateurs sont clients de ces réseaux, ils permettent de desservir du service à des centaines de milliers de clients, tant sur le marché « professionnel » que « grand public ».

AZCNET PRO	BULL	EQUATION	KYXAR	NVL	SIVU INFOROUTE ARDECHE
ABTEL	BUREAU VERITAS	EYES TELECOM	LASOTEL	O2SWITCH	SKIWEBCENTER
ACROPOLIS TELECOM	BUSINESS - SNAPP	FINGERPRINT	LD COLLECTIVITE	OBIANE	SNAPP (BUSINESS)
ACTUACOM	BUSINESS ANYWHERE	FLOWLINE	LD COM	OBIANE S.A	SOGEA NETWORKS
ADISTA	BUSINESS FRANCE	FORCLUM BASSE NORMANDIE	LEGOS	OBJECTIF INTERNET DEV.	SPIE COM
ADISTA/IRMI	C PRO	FRAMEIP	LEVEL 3	OBJECTIF INTERNET DEV. (AXESS)	STELLA TELECOM
ADOUR BUREAU	C2IP	FRANCE TELECOM	LCSI	OCEANET	SYMEO5
ADVENCEDO	C2IP HOSTING	FRANCE CITEVISION	LOTIM TELECOM UC 787	OCEANET TECHNOLOGY	Syndicat mixte Gigalis
ADVICE CONSULTANTS	CANAL 8	FREE	LRJ	DELIS	T.S.F.
AES DANA	CEGEDIM ACTIV	FULLSAVE	LUXINET	OPTIMTEL	TDF SAS
AFONE	CELESTE	GC PAN EUROP. CROSSING France	Magie Online	OPTION SERVICES	TDI SERVICE
AGARIK	CESO	GIP RENATER	MASSELIN COMMUNICATION	OPWAN	TEAMLOG
Agences Rég. de Dvt du Limousin	CLEVERNETWORKS	GROUPE CASINO	MCI	ORG INFOR	TELIA
AGIR NETWORK	CNP	HELIANTIS	MCI VERIZON	ORNIS	TELLIS
AID'O PC HOME & PRO	COGENT	HERAULT NETWORKS	MIT	ORNIS - RISC GROUPE	TELOISE
AILAIR	COLT	HEXANET	MONTPELLIER INTERNET	OVEA	THD / SGCA
ALPHALINK	COMCABLE	HUB TELECOM	MYSTREAM	PARITEL	UNICA
ALPHALINK - INIT SYS	COMPLETEL	IC TELECOM	NGS	PHIBEE	UNIMEDIA
ALSATIS	CORNUT	ICEA	NET TELECOM SAS	PLACENET	VEEPEE
ALTINET	CORNUT/CIENUM	ICT	NET 48	PROXIM IT	VERIZON
ALTITUDE INFRASTRUCTURE	CORSAIRE	ID LINE INTERNET PC	NET AVEYRON SAS	PROXIMAO	VH COM
ALTITUDE TELECOM	CREAWEB	IDLINE-NOVENCI (NVL)	NET BOURGOGNE	PROXYLIA	VILLE DE NEVERS
ARAMICE	CRT	ILICO RESEAU	NETEASE	QUEEN BEE	VIVEOLE
ARTEFACT	CRT INFORMATIQUE	INFOMIL	NETIXIA	RENATER	WAYCOM
ASIA	CSM	INFOSAT TELECOM	NEURONNEXION	RESOMATIQUE	WEB INDUSTRIE - CYRES
ASP	CSTB	INIT SYS	NEYRIAL CENTRE FRANCE	RHOVAL	WEBHELP CAEN
ATOO	D2SI	INOLIA	NFRANCE CONSEIL	RHOVAL TELECOM	WEST TELECOM
AURUS	DATA 4	INTERATLAS	NICOLL	RISC GROUP / IT SOLUTIONS (ORNIS)	WIBOX
AXESS INFORMATIQUE	DECIMA	INTERNET POITOU-CHARENTE	NIVERNET	SACLAK NETWORK	WIMIFI
AXIANS	DECLIC TELECOM	INTERROUTE (21CENTURY COM.)	NIVERTEL	SAEM E TERA	WIZEO SAS
AXIONE	DEVOPSYS	INTERPC	NOMOTECH	SAEM INTERMEDIASUD	YZIACT
BAYARD INFORMATIQUE	DIABOLOCOM	INTERWAY	NOODO	SANEF	...
BEARN INFO	DRI (Digital Rural Informatique)	IPE	NORMANDIE FM	SDNUM	
B.JKR - NETIXIA	E-QUAL	IPOP TELECOM	NORMHOST	SERVEUR.COM / SARTHE TELECOM	
B.JKR-37 TELECOM	E-TERA	IRIS 64	NOVASCOM	SEWAN COMMUNICATIONS	
BLUE NETWORKS TECH.	EASYNET	IS PROD	NOVASIGHT	SFR,	
BOUYGUES TELECOM	ENISE	ISA	NOVENCI (NVL)	SGCA THD	
BFL GLOBAL EMEA	ENOXIA	JAGUAR NETWORK SAS	NT CONSEIL	SIGIRE-CORSAIRE	
BT	EQUADEX NETWORKS	JAGUAR NETWORKS	NUMEO	SINERGENCE	

Le marché « professionnel »

Le développement économique reste une des principales orientations des projets en cours et constitue un enjeu majeur de l'aménagement numérique du territoire. Les retours d'expériences de plus en plus nombreux et pérennes attestent de l'impact des ROIP sur ce marché.

Par l'abaissement des barrières à l'entrée, ils ont favorisé l'émergence de nombreux opérateurs locaux, qui ont parfois essaimé sur d'autres territoires et ont été acteurs de la diversité de l'offre au sein des territoires. Cette diversité est une condition essentielle à l'instauration d'une réelle concurrence, seule garante d'une répercussion effective de la baisse des prix de gros sur les prix de détail.

De nouveaux outils ont été mis en œuvre pour augmenter la visibilité de l'action publique, c'est le cas du label ZA THD, qui permet de rendre visible les zones respectant le cahier des charges. Si le nombre de ZA labellisées reste aujourd'hui limité (20), les prévisions sont conséquentes : 50 ZA labellisées à fin 2011 et 400 à fin 2012.

Collecte

La collecte continue d'être un élément structurant pour les projets en cours de décision. Elle peut représenter jusqu'à 1/3 des coûts de projets de FTTH et de montée en débit. La seule collecte des NRA non fibrés, indispensable pour le dégroupage, la montée en débit ou le FTTH, représente plus d'un milliard d'euros, à comparer aux 900 millions d'euros du FSN.

L'ARCEP étudie des mesures de régulation (accès aux fourreaux de FT en amont de NRA, amélioration de l'éligibilité à l'offre LFO). L'AVICCA a demandé des aides financières nationales. L'ARCEP doit veiller à ce que ses mesures n'affectent pas l'économie des réseaux de collecte publics existants.